



Editeur: **Parti Révolutionnaire Communistes**

Pour nous écrire : **COMMUNISTES: 27 Boulevard Saint-Martin 75003 PARIS**

Edito

Un seul mot d'ordre :

S'attaquer aux maîtres de l'économie capitaliste

Emmanuel Macron persiste dans sa perspective d'un gouvernement de coalition. Il appelle à la « responsabilité » des élus du « front républicain » pour trouver un accord de gouvernement. Une perspective largement orientée vers la droite. Des premiers accords se sont noués avec LR lors des élections à l'Assemblée. La macronie conserve ainsi le perchoir malgré sa défaite aux législatives. Un résultat dû à l'accord noué avec la droite en échange de postes-clés à l'Assemblée pour services rendus. La droite a présenté son pacte de 13 mesures. Un accord « gagnant-gagnant » pour accélérer la mise en place d'un « pacte législatif » appelé par le LR L. Wauquiez, qu'Attal a salué par une proposition de « pacte d'action » sollicitant les élus de son groupe à contribuer au pacte de coalition avec la gauche ou avec la droite républicaine.

Une cohabitation réclamée par le Nouveau Front Populaire

Olivier Faure, dirigeant du PS souligne le « risque d'avoir un discours maximaliste » concernant le programme du NFP... les Ecologistes témoignent de la même volonté de mettre à distance le programme déjà limité, du NFP pour pouvoir gouverner... avec les macronistes. Le choix de Lucie Castets à Matignon par le NFP est une parodie : énarque et haute-fonctionnaire passée par Bercy et la Banque Mondiale, actuellement à la direction des finances de la Ville de Paris dirigée par le PS, son profil de technocrate de gauche, gage de respect des institutions et appliquant la feuille de route des intérêts du patronat. Encartée au PS entre 2008 et 2011 proche du courant de Pierre Moscovici président de la cour des comptes...c'est dire !

Tous insistent sur les « sacrifices » que le peuple doit faire.

La France est placée par la Commission européenne en procédure de déficit excessif. Cette pression politique vient après celle de la BCE et de la Cour des comptes qui, dans son rapport appelait le prochain cabinet gouvernemental à faire des « efforts difficiles » pour résorber la dette. L'UE et Bercy

préparent un plan austéritaire massif pour le pays. En septembre, le futur gouvernement devra envoyer à Bruxelles son plan de réduction de la dette de 25 milliards d'euros par an. Les travailleurs, les services publics en particulier l'hôpital et l'éducation, tout comme les collectivités territoriales seront à nouveau la cible de violentes attaques.

« Un pognon de dingue » ?

La fortune des 500 français les plus riches dépasse pour la première fois 1.200 milliards d'euro. Celle des 10 personnes les plus riches de France est en augmentation battant un record avec une fortune s'élevant à 693 milliards d'euro ! Le nombre de milliardaires est passé de 141 à 147, la fortune minimale pour être dans ce classement est passée de 235 à 245 millions d'euro !

L'augmentation de ces fortunes est bâtie sur l'exploitation de milliers de travailleurs en France et dans le monde. Le classement de *Challenges* montre que de l'argent il y en a. Tout cet argent volé aux travailleurs et accaparé par les capitalistes est utilisé pour accroître les profits et les richesses des possédants.

Nous ne pouvons compter que sur nos propres forces pour imposer nos revendications !

Au travers de la grève et des manifestations l'urgence est plus que jamais à la préparation de mobilisations pour affronter gouvernement et patronat. Qu'il s'agisse des salaires, des retraites ou du durcissement autoritaire du pouvoir, de la pression accrue des marchés financiers, du retour à la guerre à l'international, les travailleurs, la jeunesse et les quartiers populaires doivent prendre leurs affaires en main pour défendre leurs revendications. C'est sur nos propres forces que nous devons compter, celles qui font les rouages de la société produisant toutes les richesses.

Il faut s'attaquer aux maîtres de l'économie capitaliste, à ceux qui ont en main les leviers décisifs de l'économie et les leviers politiques.

Souscription nationale

Un grand merci à tous ceux qui ont déjà répondu à notre appel et ont envoyé des chèques selon leurs moyens. Nous avons besoin de beaucoup d'argent pour faire connaître nos propositions dans tout le pays. Nous savons que nous pouvons compter sur vous. A nouveau merci à vous tous qui nous envoyez des versements.

Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Ville : _____ Code postal : _____
Tél perso : _____ Signature _____
E-mail : _____

Je verse la somme* de:.....€
Chèques* libellés à :
Mandataire financier de Communistes. Vos dons pourront être déclarés aux impôts pour obtenir un dégrèvement. 66% du montant des sommes versées.
envoyer à : Parti Révolutionnaire Communistes
27 Boulevard Saint-Martin- 75003 PARIS



Pas d'autre choix que le combat de classe pour s'opposer à la politique dictée par le patronat et les multinationales.

Avec 182 sièges dans la nouvelle Assemblée le Nouveau Front populaire (NFP) devance Ensemble, la formation macroniste 168 sièges, le RN parti de Marine Le Pen avec les élus ciottistes regroupent 143 sièges. Les Républicains et diverses droites réunissent 55 députés. La participation atteint les 67 %, son plus haut niveau depuis 1997 mais plus de 33% (14. 460.749) des inscrits se sont abstenus et 2.000.000 d'électeurs ont voté nul ou blanc soit 4% des inscrits!

Aucun parti ou alliance de partis n'a la majorité absolue des 289 sièges et l'Assemblée Nationale se trouve dans une situation inédite, avec trois blocs qui pourront chacun peser sur l'avenir politique du pays

Ces élections sont un désaveu pour Macron, accélérant la crise politique qui secoue notre pays. Sa politique a permis d'enrichir de puissants groupes capitalistes et d'aller plus loin dans l'intégration du capitalisme français dans la mondialisation, cela au prix de la destruction des conquêtes sociales et démocratiques acquises par la lutte des travailleurs, du peuple faisant le lit du RN lui permettant de quasiment doubler sa présence dans l'hémicycle, lui qui comptait « seulement » 8 en 2017, puis 88 députés 2022.

L'électorat s'est ainsi mobilisé pour « faire barrage » au RN.

Beaucoup de Françaises et de Français n'ont pas voulu donner une majorité au RN. Dans ce système électoral où il ne reste que le choix du "moins pire", le peuple est désaisi de son pouvoir. Le citoyen est enfermé dans un système qui lui ôte tous ses droits n'a pas le choix véritable.

La coalition macroniste subit une défaite cinglante n'ayant que 168 sièges contre 245 en 2022 et 351 en 2017, elle sauve les meubles dans les duels entre Ensemble (le parti d'Emmanuel Macron) et le RN car les trois quarts des électeurs du Nouveau Front populaire (NFP) du premier tour ont voté pour faire barrage au RN.

A la bourse, le CAC40 a progressé de 1% lundi et le journal patronal les « échos » titrait « *Un certain soulagement mais pas l'euphorie* » Pour les capitalistes les objectifs restent les mêmes : approfondir et accélérer les attaques contre les droits des travailleurs. Les monopoles ont un besoin impérieux dans la lutte acharnée qu'ils se mènent d'aller plus loin dans la destruction des conquêtes des travailleurs.

Quelle suite: la Constitution donne beaucoup de pouvoir au président de la République et l'agitation politicienne est à son comble.

Gabriel Attal a remis sa démission lundi 8 juillet, le Premier ministre a été prié par Emmanuel Macron de rester « *pour le moment* » afin d'« *assurer la stabilité du pays* » La gauche dit qu'il serait illégitime de ne pas nommer un Premier ministre issu des rangs du Nouveau Front populaire mais lequel et pour quelle politique ?! Le pouvoir de nommer le Premier ministre reste une arme du Président entre ses mains pour décider des orientations politiques à venir comme les coalitions que connaissent certains de nos voisins européens dont l'Allemagne mais les perdants sont toujours les salariés au profit du patronat.

Après le second tour des élections législatives les dirigeants du grand patronat français et au-delà de nos frontières, le système économique capitaliste dominant exerce et continuera d'exercer sa loi d'airain : celle du profit. **Il est donc crucial d'organiser et de renforcer la mobilisation des travailleurs pour permettre la satisfaction de ses revendications.**

Ce qui a permis le succès du Front populaire de 1936, en imposant des transformations radicales de la société française, ce n'était pas seulement l'Assemblée, mais qu'il y avait eu dans tout le pays, un mouvement social rassemblant une majorité de la population. C'est ce que confirment également, d'autres grandes dates par exemple 45, 68,

70... nous bénéficions encore aujourd'hui des acquis de ces luttes et que depuis des décennies les dirigeants politiques de droite et de gauche s'acharnent à démanteler. **C'est uniquement par la lutte que chaque avantage obtenu est imposé et il en sera ainsi tant que ce régime durera**

Il ne suffit pas de changer le personnel politique en laissant en place les maîtres qui l'emploient.

Pour appliquer une politique en faveur des salariés il ne suffit pas d'avoir une majorité de sièges au Parlement il faut un rapport de force, un mouvement social en capacité de battre le patronat et ses serviteurs politiques afin de briser les obstacles de classe. Qu'ils soient de droite, d'extrême droite ou de gauche, chacun à sa façon, tous insistent sur les « sacrifices » que le peuple doit faire. Aucun autre parti politique que le notre ne propose d'obliger les grands groupes capitalistes industriels et financiers à payer les conséquences de leur politique avec les centaines de milliards d'euros qui appartiennent aux salariés, qui les ont produits car ce sont eux par leur travail qui produisent ces richesses. **Tout cet argent volé aux travailleurs et accaparés par les capitalistes est utilisé pour accroître les profits et les richesses des possédants. Ce sont eux les maîtres de l'économie capitaliste, ceux qui ont en main les leviers décisifs de cette économie et les leviers politiques. Ce sont nos ennemis communs à tous.**

C'est à la lutte qu'il faut appeler et l'organiser, sinon rien ne bougera dans le bon sens.

La lutte des classes pour freiner et stopper le capital, c'est le seul outil dont disposent les travailleurs pour y parvenir. La lutte doit être l'objectif urgent et essentiel de tous les travailleurs pour satisfaire les revendications.

Il faut en finir avec ce monde capitaliste.

* Partout dans le monde les ouvriers, les salariés, les paysans et les artisans agissent contre l'exploitation et la domination des grandes firmes capitalistes.

* Partout dans le monde les luttes pour les salaires, les conditions de vie, la conquête de l'indépendance sont à l'ordre du jour. Tous à leur façon s'attaquent à la domination capitaliste.

Oui, **il est urgent de construire un parti révolutionnaire.** Un parti sur lequel les salariés et le peuple puissent compter. Un parti se fixant le but d'abolir le capitalisme. En 2002, ce parti nous l'avons créé, il s'appelle le Parti Révolutionnaire Communistes. Nous avons l'outil politique indispensable à celles et ceux qui combattent le capitalisme et qui veulent changer de société.

Oui, tout montre le besoin d'un grand parti révolutionnaire de la classe ouvrière, des travailleurs et du peuple. Développer un grand parti révolutionnaire est indispensable pour lutter contre le capitalisme et le vaincre, construire une nouvelle société de coopération et de paix, le socialisme.

C'est un chemin difficile, la bataille est rude, la lutte de classe est acharnée. Mais la lutte politique pour débarrasser la société du capitalisme est indispensable pour que le peuple prenne le pouvoir politique en vue de diriger dans le sens des intérêts des travailleurs, de la nation et de la paix.

Vous avez votre place avec nous pour mener ce combat.

Pour adhérer

Prendre contact

Adresse: Parti Révolutionnaire Communistes
27, Boulevard Saint-Martin 75003 PARIS
Courriel : communistes@sitecommunistes.org

Nom :

Prénom :

Adresse :

Ville :

Code postal :

Tél perso :

E-mails :

Une charte pour s'assurer une trêve sociale

Macron a décrété une période de trêve politique pendant les jeux Olympiques.

Une autre priorité était d'assurer la *paix sociale*, c'est une opération qu'il a préparée de longue date. Le 19 juin 2018, la signature par les confédérations syndicales (CFDT, CFTC, FO, CFE-CGC, CGT) et les organisations patronales (MEDEF, CPME, U2P) d'une *Charte sociale* comportant seize engagements qui devront « *guider la préparation des Jeux Olympiques, le suivi et l'après Jeux* », avec trois objectifs majeurs, en particulier celui de veiller au « *respect des conditions de travail et de limiter le travail précaire* ».

Un Comité de suivi de la *Charte sociale* a été mis en place dès 2018, avec parmi les coprésidents B. Thibault, alors membre du secrétariat international du travail (OIT) est chargé par Estanguet^[2] du dialogue avec la base, Roux de Bézieux, chargé de recruter des partenaires financiers et de Dominique Carlac'h (vice-présidente du Medef).

Ayant œuvré à la bonne organisation des Jeux, le 25 juillet, Thibault et Carlac'h se sont relayés pour porter la flamme olympique « *Ce relai de la flamme avec Bernard Thibault que lui et moi portons ensemble pour représenter toutes les entreprises et tous les travailleurs unis dans une même ferveur* » et Marc Landré de s'exclamer « *quel symbole de fraternité que ce passage de relais avec l'ami/le partenaire Bernard Thibault ! C'est ça aussi l'olympisme : transcender les antagonismes pour s'unir autour d'une même cause. Content pour toi Dominique Carlac'h. Et aussi pour Geoffroy Roux de Bezieux* ».

Alliance capital travail vieux rêve de tous les gouvernements appliquant la feuille de route dictée par le capital.

Une charte pour s'assurer une trêve social

Tous les syndicats se sont engagés dans la création de la *Charte sociale* qui sert essentiellement les intérêts des entrepreneurs qui n'hésitent pas à engager des sans-papiers, à les faire travailler jusqu'à 20h pour 80 euros.

Avec la Charte sociale, la *trêve politique* s'est doublée d'une *trêve sociale*. Belle exemple de collaboration Capital Travail !

Pour Macron les Jeux olympiques ont montré une forme de cohésion nationale, il faut la poursuivre « *Appliquons la recette des jeux au pays le jour d'après* », dit-il dans son interview à France 2 du 23 juillet, après avoir demandé « *aux groupes parlementaires de travailler ensemble et de faire des compromis* ».

Macron veut une majorité large et stable...et pour le poste de Premier ministre, il souhaiterait « *un homme ou une femme, consensuel(le), qui plaise à la gauche comme à la droite* ». Mais que veulent les français qui ont à deux reprises (Européennes et législatives) rejeté la politique de Macron au service du capital: des compromissions ou un changement radical?

Tous les partis, les groupes y vont de leurs propositions pour répondre aux ordres du Président, qui a reporté à après les JO la constitution d'un gouvernement.

Les déclarations de Lucie Castets, première ministre proposée par le NFP sont claires : « *Je veux redonner sa légitimité au travail parlementaire. Les propositions de lois d'autres groupes et les bonnes volontés seront bienvenues si elles sont conformes à ce que porte le NFP. Dans ce cadre, je ferai des compromis et je discuterai des amendements* ».

Ces déclarations laissent prévoir la continuation des réformes qui attaquent tous les acquis des luttes. Le gouvernement démissionnaire continue à publier des décrets contre les travailleurs : Journal officiel 16 juillet 11 nouveau décrets de la loi immigration ... Le Maire « *Mon objectif ça reste de revenir sous les 3% de déficit en 2027* ». Le ministre dont l'activité principale est désormais la préparation du budget 2025 a souligné « *l'importance de continuer à redresser les comptes publics* ». Dans cette optique, les propositions de crédits ministère par ministère pour 2025 seront inférieures à celles de 2024 « *dans des proportions significatives* ».

Les ménages continuent de se serrer la ceinture dans la consommation de biens, notamment des biens alimentaires avec 1.398,70 € par mois, difficile d'avoir une vie décente.

Les luttes sociales et politiques pour abattre le vieux système capitaliste et construire le socialisme n'ont jamais été aussi nécessaires.

Palestine au cœur du massacre et de la répression

Tout faire pour révéler la vérité

Le Parti Révolutionnaire Communistes fait partie des rares qui n'ont jamais relayé la propagande du gouvernement sioniste sur les événements du 7 octobre, tandis que tous les partis politiques qui ont pignon sur rue, tous les syndicats l'ont érigée en vérité absolue. Le programme du « *Nouveau Front Populaire* » en est un énième exemple qui évoque « *les actes terroristes du Hamas le 7 octobre* » et présente donc le génocide en cours comme une riposte, de même que le texte publié par l'Humanité en mai, que nous avons évoqué, signé par tous les députés LFI d'alors.

Le 7 octobre a été le temps d'une attaque surprise des combattants palestiniens, forcément qui a mis les directions militaires israéliennes sens dessus-dessous et leur a fait prendre des décisions non moins meurtrières. Une part non négligeable des morts israéliens ce jour-là est due à l'armée d'occupation, à ses chars, à ses drones, à ses avions.

Nous ne pouvons que dénoncer le blocage total des *media* en France, leur refus d'informer et leur volonté de déformer, surtout quand, en Israël même, au cœur de l'État colonial, des voix se lèvent pour parler. Nous rendons hommage au courage et au sens de la déontologie des journalistes de *Haaretz*.

Pour défendre la cause palestinienne, il ne faut faire aucune concession au récit officiel de la propagande du régime sioniste. Peser les informations réelles dont nous disposons, et les répandre. Il faut douter de tout, au sens du doute philosophique de Descartes, Diderot, puis de Marx: analyser, bref, utiliser un raisonnement dialectique.

Il y a bien un conflit colonial, un acte de défense des Palestiniens le 7 octobre et non un combat de « *terroristes* » contre un « *État démocratique* » qui aurait le droit de se défendre.

Le Parti Révolutionnaire Communistes ne fait aucune concession, ni sur les faits, ni sur le fond.

Malgré tous les moyens déployés pour faire taire la solidarité avec les Palestiniens, malgré une « *information* » verrouillée, personne, ni *media*, ni gouvernement occidental ne peut empêcher les travailleurs, la jeunesse, les peuples de savoir que la population de Gaza subit un génocide et de comprendre que la nature coloniale de l'État sioniste explique ce génocide et implique qu'il ne

peut être partie prenante d'aucune véritable paix, il en est l'obstacle principal. Si le chemin est long vers la découverte de la vérité, comme vers la décolonisation, c'est le seul à emprunter pour quiconque veut vraiment la paix en Palestine. Être pour la paix, c'est être pour une paix juste anticoloniale, pas la paix coloniale des accords d'Oslo. S'il est urgent et fondamental de réclamer un cessez-le-feu immédiat et permanent, de même que l'accès libre aux humanitaires dans toute la Bande de Gaza, ou encore le retrait total des forces d'occupation de l'enclave, cela ne saurait suffire.

Une paix juste, c'est

* le démantèlement des colonies

* le retour des réfugiés

* un Etat palestinien réellement indépendant. Ce qui empêche une telle paix c'est l'existence d'un Etat colonial. Les travailleurs d'Israël ne peuvent être libres s'ils ne rompent pas avec le sionisme, s'ils continuent de se trouver objectivement dans le camp des colonisateurs. La solidarité avec la Palestine ne peut se contenter de phrases générales sur la paix. Il faut un Etat où tous les habitants jouissent des mêmes droits et puissent vivre ensemble, quelles que soient leur origine et leur religion en l'occurrence, un Etat palestinien démocratique.

C'est pourquoi, le Parti Révolutionnaire Communistes entend continuer de rassembler tous ceux qui veulent un cessez le feu immédiat pour que cesse le massacre des Palestiniens et se prononcent pour la paix. Pour nous, cela passe par le soutien aux revendications fondamentales du mouvement de libération nationale palestinien : fin immédiate de l'agression militaire sioniste, droit au retour des réfugiés et formation d'un État palestinien sur le territoire de la Palestine mandataire.

Communiqué du Parti Révolutionnaire Communistes à propos des

Accusations « d'apologie du terrorisme » portées contre le chercheur François Burgat

François Burgat, ancien directeur de recherche au CNRS et spécialiste reconnu internationalement de l'Islam est accusé du délit mensonger « *d'apologie du terrorisme* » par des organisations sionistes pour ses prises de positions propalestiniennes et avoir diffu-

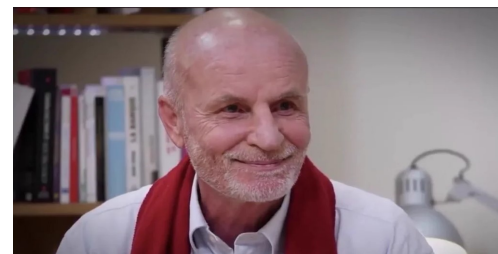
sé des communiqués du Hamas. Il était convoqué à 9 h 00, mardi 9 juillet, au commissariat d'Aix-en-Provence où il a été placé en garde-à-vue pendant 7 heures, puis libéré aux alentours de 16 h 00.

Plusieurs personnalités du monde universitaires se sont élevées contre cette garde-à-vue. « *Je le connais un peu, et en aucun cas, François Burgat peut être soupçonné d'apologie du terrorisme. Qu'il soit convoqué par la police interroge déjà mais la garde à vue c'est vraiment de la folie furieuse* », grince Joël Roman, ancien rédacteur en chef de la *Revue Esprit*.

Pour le directeur de recherche au CNRS, Vincent Geisser, spécialiste du monde arabe, la procédure qui vise François Burgat n'est ni plus ni moins qu'une « *chasse aux sorcières* ». Dénonçant « *une véritable honte* », il souligne que François Burgat « *a 40 ans de carrière au service de la République française* » et appelle « *tous (ses) collègues* » à lui « *exprimer leur solidarité individuelle et collective* ».

François Burgat, à l'annonce de sa convocation, avait indiqué qu'il prenait cela comme une médaille. Quand-à l'ancienne basketteuse Emilie Gomis, convoquée pour la même raison en février dernier, elle avait déclaré, à sa sortie d'audition : « *On est pris dans une machine à broyer. Il faut être prêt à en subir les conséquences.* ».

Notre Parti Révolutionnaire Communistes dénonce jour après jour les atteintes aux libertés et les pressions qui s'exercent de la part de l'État français pour faire taire tous ceux qui combattent le génocide perpétré à Gaza par l'armée coloniale sioniste et apportent leur soutien à la lutte légitime de libération nationale du peuple palestinien.



Nous affirmons notre solidarité à François Burgat et à tous ceux victimes des mêmes manœuvres d'intimidation, nous dénonçons toutes ces actions judiciaires qui, cherchent à faire passer la solidarité avec les Palestiniens pour de l'antisémitisme ou de l'apologie du terrorisme.

Communistes

commission paritaire : N° 0325 P 11306
directrice de publication : Christine PICAVEZ
3 Rue St Savin 85670 Saint Etienne du Bois
E'mail: communistes@sitecommunistes.org
- imprimé par nos soins-